

Flash-Mob : appel de l'intersyndicale IRSTEA

Tous unis pour exiger des solutions durables MAINTENANT !

Le traitement de choc du docteur Bournigal : inacceptable pour les personnels !

Dans son « Flash Infos » du 8 novembre au personnel, le Président Bournigal annonce qu'il « ne prévoit pas à ce stade de campagne de recrutement pour 2014 en remplacement des départs. Seules les demandes concernant des postes stratégiques pour l'établissement seront étudiées au cas par cas ». Ce choix a pour conséquences immédiates de priver l'Institut des emplois de titulaires nécessaires à la continuité de ses missions, de priver les CDD de perspectives d'intégration, de priver les personnels titulaires Recherche des évolutions de carrières prévues par les textes, dans un contexte où les postes des titulaires agriculture sont également sur la sellette (469 suppressions d'emploi prévues au MAAF en 2014 et 11 postes déjà gelés définitivement à l'IRSTEA !).

Cette situation est inacceptable : l'emploi titulaire et les carrières des personnels ne peuvent être les variables d'ajustement des difficultés budgétaires de l'Etablissement ! En plus cela ne règlera rien : on fait quoi en 2015 ? On supprime aussi les avancements d'échelon et de grade ? On rogne primes et salaires ? Et en 2016 ? On licencie ?!

Bournigal veut « générer un choc sur les tutelles » ? Qu'il refuse de signer le Contrat d'Objectifs !

Le 4 novembre, le Président Bournigal a expliqué aux représentants syndicaux, qu'il avait invités à le rencontrer, que son annonce de ne pas organiser de recrutements en 2014 devait « générer un choc sur les tutelles ... Pour nous, le « choc sur les tutelles » serait plus crédible 1) s'il refusait de signer le contrat d'objectifs en l'état et 2) s'il arrêta de recruter aussi sur les postes « stratégiques »... à supposer que pénaliser l'emploi et les personnels constitue un moyen de pression sur les tutelles !

En tant que DG, il nous annonce qu'il n'a pas les moyens d'organiser en 2014 une campagne de recrutement et de promotion, mais en tant que Président, il s'apprête à faire voter en CA le 21 novembre le budget 2014 qui cause cette situation et à signer le Contrat d'Objectifs qui va la prolonger et l'aggraver pendant 5 ans ! Où est la cohérence ?

Supprimer les recrutements et promotions en 2014 n'est pas une option ! En prendre à nouveau pour 5 ans d'aggravation de la situation budgétaire et sociale n'est pas envisageable !

La posture du « bon élève » ne paie pas, entrons en résistance !

Depuis 2008, et contre l'avis des représentants du personnel, tous les DG qui se sont succédé nous ont tenu le même discours : si les tutelles nous maltraitent, il faut « s'écraser » sinon ce sera encore pire ! Cette politique a conduit l'Etablissement au bord du gouffre. Mais nos anciens DG ont eu une belle carrière en remerciement des services rendus. C'est encore aujourd'hui ce même discours : il faut signer le contrat d'objectifs, sinon on sera mal vu ! Or signer ce Contrat d'Objectifs en l'état, c'est entériner une situation non viable, et là ce sera encore pire !

Le résultat de cette stratégie du « bon élève » est catastrophique pour l'Etablissement et ses personnels ! C'est pourquoi nous appelons l'ensemble des personnels, de tous statuts, de toutes fonctions, à se mobiliser pour exiger que soient apportées MAINTENANT des solutions durables aux problèmes de l'IRSTEA.

Nous proposons d'utiliser tous les moyens de pression à notre disposition pour signifier notre détermination, tout en préservant les activités productives de l'Etablissement et sa cohésion sociale.

- Signer la pétition intersyndicale (qui sera remise aux membres du CA le 21 novembre)
- Se rassembler sur chaque site – et particulièrement à Antony - le 21 novembre à 14h, à l'heure de la réunion du CA où il est prévu que soit entérinés à la fois le budget 2014 et le Contrat d'Objectifs 14-18
- Cesser de répondre à tout ce qu'on nous demande d'inutile (exemple : arrêter de saisir les indicateurs d'activités dans la base... Toutes les suggestions en la matière seront bienvenues !)

Le Président ne doit pas signer le CO sans engagement de l'Etat sur les moyens !

Mobilisons-nous pour des emplois durables dans un EPST durable !

C'est ENSEMBLE que nous réussirons et non en jouant l'excellence de quelques-uns !